



Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Cyril MEUNIER, Noël SEGURA, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Castelnau-le-Lez - Extension du Domaine de Verchant - Ouverture de la concertation préalable

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le domaine de Verchant, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, a un projet de développement de son complexe hôtelier classé 5 étoiles. Celui-ci comprend la création de 25 chambres supplémentaires afin d'augmenter la capacité d'accueil à 50 chambres, suites ou appartements, l'accueil d'un restaurant gastronomique, d'un nouveau hall d'accueil et la création de stationnements.

Ce développement doit s'opérer par l'édification d'une construction nouvelle développant environ 4000 m² de surface de plancher à implanter en parallèle de l'allée d'accès Ouest du domaine.

Les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Castelnau-le-Lez applicables au site ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le projet d'extension du domaine de Verchant. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU.

Compte tenu du caractère d'intérêt général que présente ce projet pour le territoire métropolitain, notamment en matière de tourisme, d'activités économiques ou encore d'aménagement du site, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a été engagée par délibération du Conseil de Métropole de novembre 2016.

Le territoire communal de Castelnau-le-Lez comprenant un site Natura 2000 et considérant que la mise en compatibilité emportera les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L.153-31 du Code de l'urbanisme, une évaluation environnementale portant sur les incidences sur l'environnement des évolutions nécessaires du PLU devra être réalisée et soumise à l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat.

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation préalable au titre des articles L.121-15-1 et suivants du Code de l'environnement :

- soit le projet est soumis volontairement à concertation préalable,
- soit un droit d'initiative est ouvert au public pour demander au représentant de l'Etat l'organisation d'une concertation préalable.

Au regard du projet d'évolution du PLU et des objectifs poursuivis, il est proposé de mettre en place une concertation préalable associant le public, conformément aux dispositions de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

La concertation, d'une durée de 3 semaines, se déroulera dans les prochains mois. Un avis informant le public sera publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable dans deux journaux locaux, par voie dématérialisée sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole, et par voie d'affichage à l'Hôtel de Métropole, en Mairie de Castelnau-le-Lez et sur le lieu du projet. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

A l'issue de la concertation, un bilan sera établi dans le délai de trois mois. Il sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- soumettre le projet de mise en compatibilité du PLU à concertation préalable du public,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.